

La Tardière, le 23 Août 2013



Monsieur Florian BERTEAUD
EARL Le Roc
La Boucherie
85 120 LA TARDIÈRE

Objet : avis au projet
de création d'un étang

Monsieur,

Suite à votre demande d'avis, concernant la création d'une réserve d'eau, et après m'être rendu sur place, je vous informe ne pas émettre de contre-indication à votre projet.

Le pré concerné, présente géographiquement, la possibilité d'intégrer une réserve d'eau. La parcelle cadastrée 289 D 46, est zonée en N (naturel), uniquement du fait de sa proximité d'un bois classé, alors que les parcelles agricoles présentant des étangs sont habituellement zonées en A.

De plus, selon l'article N2b du règlement du PLU Communal, « *l'occupation et l'utilisation du sol est soumise à des conditions particulières, telle que la confortation et l'extension des activités en place* » (cf pièce annexe). Dans le cas de votre projet, la création d'une réserve d'eau supplémentaire permettrait le maintien de l'activité d'irrigation, au sein de votre exploitation agricole.

C'est pourquoi, je soutiens votre requête de création d'une réserve d'eau, et n'émet pas de contre-indications.

Je vous prie d'agréer, l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour le Maire,

L'adjoint,
Gilles GÉRARD-DUBORD

PJ : extrait du règlement
de la zone N du PLU communal



Chapitre 7 - Règlement applicable aux zones naturelles et forestières dites "zones N"

ARTICLE N 1- Occupations et utilisations du sol interdites

- a) Les constructions à usage d'habitation, de commerce et de bureau ou à usage agricole.
- b) Les lotissements de toute nature.
- c) Les dépôts sauvages de ferraille, de déchets, de vieux véhicules et de tous biens de consommation inutilisables.
- d) Les établissements industriels et les dépôts.
- e) L'ouverture de carrière et de gravière.
- f) Les affouillements et exhaussements de sol soumis ou non à autorisation sauf ceux rendus nécessaires à la réalisation d'une opération d'intérêt général
- g) Les terrains aménagés permanents ou saisonniers pour l'accueil des campeurs et des caravanes ainsi que les terrains ne nécessitant pas d'autorisation d'aménagement pour accueillir jusqu'à 20 campeurs ou jusqu'à 6 tentes ou caravanes.
- h) La pratique du camping et le stationnement des caravanes, soumis ou non à autorisation, qu'elle qu'en soit la durée.

ARTICLE N 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

- a) Les extensions ainsi que les annexes indépendantes de l'habitation principale
- ➔ b) la confortation et l'extension des activités en place.
- c) Les aménagements et extensions rendues nécessaires pour la mise en œuvre de la réglementation environnementale applicable aux activités agricoles (PMPOA, Installations classées, Règlement sanitaire...).
- d) La reconstruction des bâtiments ayant été détruits depuis moins de deux ans par un sinistre quelconque, dans les conditions figurant à l'article 5 du titre I du présent règlement.
- j) Les équipements et installations d'intérêt général. Les bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics sont autorisés même si ces installations ne respectent pas le corps de règle de la zone concernée.
- e) Les équipements d'infrastructures et leurs superstructures associées. Les bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics sont autorisés même si ces installations ne respectent pas le corps de règle de la zone concernée.
- f) Sont admis les petits édifices de service à usage public, ayant une fonction liée à l'animation, la sécurité ou la salubrité dans la mesure où leur volume bâti s'intègre harmonieusement dans le site.
- g) La création de logements par transformation du bâti existant, à condition :
 - que ce bâti soit représentatif de l'architecture traditionnelle locale,
 - qu'elle n'entraîne pas de charges trop élevées pour la collectivité,
 - qu'elle soit compatible avec le caractère naturel de la zone,
 - qu'elle n'entrave pas le développement des activités agricoles à proximité et leurs mises aux normes en respectant notamment les distances réglementaires applicables au régime du Règlement Sanitaire Départemental ou installations classées
- h) Les travaux et aménagements nécessaires à la gestion des milieux naturels et notamment la restauration et l'entretien des réseaux hydrographiques